

déclaré incapable d'être Membre du Parlement et commis à la *Tour* durant plaisir, condamné à être conduit à *Windsor* pour y faire une rétractation de ces paroles et ensuite ramené devant la Chambre des Communes pour y recevoir une autre sentence: et il fut ordonné qu'il seroit immédiatement émané un Writ pour une nouvelle Election à sa place.

id. p. 116 Le 2e. Juin, il présenta requête pour être réhabilité en conséquence de sa soumission; mais on n'y eut aucun égard.

Rush. col. part. 3e vol. 1 fo. 278 et 280. Un membre envoyé à la tour pour avoir découvert ce qui avoit été dit dans la Chambre durant un Parlement antérieur.

ib. 169. Le 4. Février, 1640. la 16e. année de Charles I. Mr. Francis Nevill de *Yorkshire* un des membres de la Chambre fut accusé d'infraction de privilèges lors du parlement tenu le 13e. Avril, 1640. en découvrant au Roi et à son Conseil les paroles que quelques membres avoient laissé échapper dans la Chambre pendant leurs débats, ce qui étoit cause que Mr. *Bellasis* Chevalier d'*Yorkshire* et Sir *John Hotham* avoient été emprisonnés par le conseil. Et Mr. *Nevill* ayant été amené à la barre fut condamné à la tour de *Londres*, et Sir *William Savill*, pour la même cause fut envoyé quérir sous bonne garde.

Chapitre

CHAPITRE XXIII.

Du Privilège du Parlement.

LE privilège des tenanciers d'un ancien patrimoine, doit être aussi ancien que leur tenure et leur service; car leur privilège est en raison de leur service et tout le monde sçait que leur service existe dès avant la conquête du temps d'Edouard le confesseur et du temps du conquérant.

Chacun doit s'informer à son risque et péril des membres de la Chambre dont le rapport est dûement fait.

Il en est autrement des domestiques des membres de la Chambre.

Un membre du Parlement aura le privilège du Parlement, non-seulement pour ses domestiques mais encore pour ses chevaux, &c. ou autres effets saisissables.

Le privilège est dû *eundo, morando, redeundo*, tant aux personnes des membres qu'à leurs domestiques de nécessité et quelquefois aussi à leurs biens meubles et immeubles pendant ce temps.

Quant à leurs personnes, elles sont exemptes de poursuites, d'arrestations, d'emprisonnements, de paroître lors d'un procès

Sir R. Atkin's arg. 18. Voyez Coke 9. Rep. in pref.

4. infl. 23. 24.

id 24.

id. 42. Hakewell 62.

Scobel 88.

ibid.

procès, de servir sur un corps de jurés, et autre chose semblable, même d'être assigné et interpellé de comparoître dans quelque cause que ce soit devant d'autres cours en vertu d'un subpoena.

Quiconque arrêtera un Membre de l'une ou l'autre Chambre pendant la Session d'un Parlement, sera emprisonné à la Tour, par la Chambre, dont est le Membre, et sera en outre amendé, ainsi que le Geolier, s'il ne le libère pas aussitôt que le *Sergent d'Armes* viendra le réclamer par ordre de la Chambre.

ibid.
Crompt.
Junif. 11.

Les Serviteurs en exercice auprès de leurs maîtres pendant le Parlement et qui leur sont nécessaires, ainsi que les officiers qui suivent le Parlement, comme le *Sergent d'Armes*, le *Portier*, les *Ecrivains* et autres semblables sont privilégiés, ainsi que les meubles et effets qui leur sont nécessaires; en sorte qu'ils ne peuvent être pris ni arrêtés par quelque officier que ce soit si ce n'est pour *Trahison* ou *Félonie*.

Les privilèges du Parlement sont alloués généralement, excepté dans trois cas, savoir, pour *Trahison*, pour *Félonie* et pour la *Paix*.

Le privilège n'est point accordé dans le cas d'une infraction de la paix, ou d'une conviction, ou du désarmement d'un récusant.

Aucun Membre du Parlement ne sera empêché

empêché, vexé ou inquiété en aucune manière que ce soit pendant quarante jours avant et quarante jours après la clôture du Parlement.

Sr. 3. Ed.
4. en Irlande.

Que tous Membres, tant Lords que Communs, soient déchargés et débarassés de toute action quelconque instituée ou commencée contre eux ou quelqu'un d'eux pendant le temps susdit; et que ceci ait lieu pour toujours.

ibid.

Après que Members sont returns, leur person = Dyer, 60. al atten dance est cy necessary al Parliament, que Pl. 19. ils ne doivent pur aucun business estre absents. et nul un person poit estre bien mis eo que il est un necessary Member; et pur ceo si aucun morust devant le Parliament, un nouvel serra eslieu en son lieu, issint que l'entire number ne doit failir; et donque il ensue que le person de chescun tiel Member doit estre privilege d'arrest al suit d'aucun privat person durant cel temps que il est embusyd entour les affairs del Roy et son Realm; et tiel privilege ad estre tous soits grant per le Roi à les Commoners al request del Prolocutor del Parliament le premier jour, &c.

Après que le rapport des Membres est fait, leur présence est jugée si nécessaire au Parlement, qu'ils ne doivent s'absenter pour quelque affaire que ce soit, et on ne peut le passer d'aucun parce qu'il est un Membre nécessaire; en sorte que s'il en meurt un avant le Parlement, on en choisit un autre à sa place afin que le nombre soit complet; d'où il s'ensuit que la personne

2. Nalfon,
450.

sonne de chaque membre ne peut être arrêtée à la poursuite d'aucun particulier pendant qu'il est employé aux affaires du Roi et du Royaume; et ce privilège a été ordinairement accordé en tout temps par le Roi aux Communes à la demande de l'Orateur le premier jour du Parlement.

Common reason voit que instant que le Roi et tout son Realm ad un intrest en le corps de chescun des dits Members; il semble que le private commodity d'aucun particular homme ne doit être regard.

Le bonfens veut que d'autant que le Roi et tout le Royaume sont intéressés à la personne de chaque membre, on ne doit avoir aucun égard à la commodité particuliere de qui que ee soit.

Cest Court de Parliament est plus haut Court et ad plusieurs privileges que aucun autre del Realm; pur que semble que en chescun case sans aucun exception, chescun burges est privilegé, quant l'arrest n'est forsque al fuit d'un subjeet.

La Cour du Parlement est la plus haute Cour et a plus de privileges, qu'aucune autre Cour du Royaume, d'où il s'enfuit que dans tous les cas, sans exception, aucun membre ne peut être arrêté à la poursuite d'un sujet.

Comment que le Parliament erra in le grant del Brief de privilege, uncore ceo n'est reversible en autre Court.

Quand bien même le Parlement se tromperoit

tromperoit dans l'oïstroy d'un writ de privilege, aucune Cour n'en peut prendre connoissance.

Fuit dit per Dyer, que si home soit condamne en debi ou trespass et est elieü un des burgeses ou Chivaliers del parliament et puis soit prise en execution, il ne poet aver le privilege del Parliament; et issint fuit tenus par les sages del ley en le case d'un ferrers en temps le Roy H. VIII. et comment que le privilege à ceo temps fuit à lui allowe, ceo fuit miuns juste. Mais voyez Bohun's collection and post contra.

Il fut dit par Dyer, que si un homme condamné pour dette ou offense est élu Bourgeois ou Chevalier du Parlement et ensuite contraint par corps, il ne peut avoir le privilege du Parlement; telle fut l'opinion des sages de la loi dans le cas d'un certain Ferrers du tems d'Henry VIII. et quoique le privilege du Parlement lui fut accordé cela n'étoit pas moins injuste.

Hill & Stukely les Viscounts de Londres fueront commit al Tower pour leur contems; pur ceo que ils ne voit lesser George Ferrers, que fuit arrest sur un executions d'aler à large, quant les Sergeants del arms vient pur lui, sans aucun brief.

Hill & Stukely Sheriffs de Londres furent commis à la Tour pour n'avoir pas voulu elargir George Ferrers, qui étoit détenu en prison, quant le Sergent d'armes

Moor f. 57.
n. 163.
Crompt.
Jur. p. 7. 8.
9. 10. 11.
34. H. 8.

Petyt's mis.
parl. p. 1.

Dyer, 61.
pl. 28.

d'armes vint le chercher, sans ordre par écrit.

Cas de *Le lower Meson del parliament agree, que Fitzherbert. entant que un suit arrest, devant que il suit eslie Moor, fol. Burges, que il ne doit aver le privilege del Meson, 340. n. 461.*

La Chambre basse du Parlement convient que le privilege de la Chambre ne devoit pas s'étendre à une personne qui seroit arrêtée avant d'être choisie membre.

Voyez le cas de *Fitz-Gerald* en 1640, en *Irlande*. Voyez le cas de *Walter Clerk*, la 39^e. année d'*Henry*, VI, la 5^e. année d'*Henry* IV. Celui de *Richard Chidder*, La 38^e. année d'*Henry* VIII. le cas de *Tyneman*, La 43^e. d'*Elizabeth*. le cas de *Belgrave*. Et enfin celui de *Ferrers*, la 39^e. année d'*Henry* VI. dans *Holinshead*, t. 1584.

Il y avoit procès pour une dette fondée sur une obligation, dont la condition étoit que si A se rendoit prisonnier à tel endroit, &c. A. invoqua le privilège du Parlement disant qu'étant au service d'un tel membre, il ne pouvoit se rendre pour être arrêté. Sur cette exception la Cour se déclara en faveur du demandeur; car A. pouvoit se rendre, et s'il étoit arrêté ce seroit au risque de la partie.

4. Infl. 24. *Magister militum templi petit, quod distringat Catala unius de concilio, tempore parliamenti, pro Reditu unius domus in London, rex respondet*

pondet, non videtur honestum, quod illi de concilio suo distringantur tempore parliamenti; sed alio tempore, &c.

Bogo de clare et le prieur de la *Trinité* furent commis à la tour pour avoir servi une assignation au Comte *Cornwall* pendant le tems du parlement; et *Bogo* à la requisition duquel ceci étoit fait, fut amendé en deux mille marcs envers le Roi et en mille pounds envers le dit Comte.

Et cependant le service de cette assignation n'arrêtoit ni ne contraignoit son corps. Le même privilège a lieu pour les *subpœna* et autres procédures des cours d'équité.

Rex mandavit justiciariis suis ad assisas, &c. quod supersedeant captioni eorundem, ubi comites, Barones et alii summoniti ad parlamentum regis sunt partes, quandiu dictum parlamentum duraverit.

Il ne sera servi d'assignation à aucun membre ni de *subpœna*.

Il y eut plusieurs personnes mises en prison pour avoir servi une assignation à *John de Thorlby*, Greffier du Parlement.

Le 22. Février, la 6^{me}. année d'*Edward* VI. il fut ordonné que si un membre requiert le privilège pour lui ou son domestique sur la déclaration qu'il en fera à l'Orateur, celui ci lui signera un warrant pour obtenir le writ.

Le 22. Mars, dans la 18^e. année de *Jacques*

ibid.
Townf. col. 255.
Sir S. d'Ew. Jour. 655.
col. 1. dit qu'il fut amendé en 2000 marcs.

4. infl. 24.

ibid.

ibid.

Sir S. d'Ew. Journ. 435.
col. 1.
Sir S. d'Ew. Journ. 249.
col. 2.
Scobel 110.

Scobel 110.

Jacques I. il fut resolu, que la protection sous la signature privée de quelqu'un de cette Chambre n'est pas valide.

id., 89. Le 29^e Janvier, 1557. la 4^e. et 5^e. année de *Philippe & Marie*, *Thomas Enny's* bourgeois du bourg de *Thrusk* se plaignit de ce qu'on lui avoit donné un *subpœna* pour comparoître en Chancellerie et reclama le privilège de la Chambre : sur quoi *Sir Clement Higham* et *Mr. le Greffier de Londres* furent envoyés à *Mr. le Chancelier* pour révoquer la procédure.

id., 90. Town. col. 213. Sir S. d'Ewe's Jo. 438. col. 1. 2. La 27^e. année d'*Elizabeth*, un certain *Kyrl* ayant fait servir un *subpœna* émané de la Chambre étoilée sur un membre de la Chambre des Communes et ayant, faute de comparution, pris une contrainte par corps et exigé de l'argent pour la décharge, le dit *Kyrl* fut commis, jusqu'à qu'il eut payé les frais à la partie grévée et eut fait ses excuses à la Chambre à genoux à la barre.

Scobell 90. Le 15^e. Mai, 1604. le *Sergent d'armes* fut envoyé prendre au corps celui qui avoit servi un *subpœna* à *Sir Robert Needham*, un membre.

Le 7^e. Mai, 1607, on envoya le *Sergent* chercher *Edward Throgmorton* pour avoir servi un *subpœna* à *Sir Oliver Cromwel*.

ibid. Le 14. Mai, de la 19^e. année de *Jacques*

I. y ayant une plainte touchant le service d'un *subpœna* sur un membre de cette Chambre; *Sir Edward Coke* cita un exemple que la 10^eme année d'*Edouard III.* un *subpœna* ayant été servi sur le *Greffier de cette Chambre*, la partie fut commise pour avoir enfreint le privilège de cette Chambre.

Le 4. Mai, 1607, un *subpœna* sorti de l'*Echiquier* ayant été servi à *Sir R. Pawlet* un membre, la Chambre accorda le privilège et ordonna au *Sergent* de la Masse, d'arrêter les délinquants et de les amener à la barre pour recevoir le jugement de la Chambre, et le lendemain *Mr. l'Orateur* écrivit une lettre au *Lord Chief Baron* de cesser toute procédure contre le dit *Sir R. Pawlet*.

Le 3^e. Décembre, dans la 19^e. année de *Jacques I.* à l'occasion du service d'un *subpœna* à *Mr. Brereton* il fut convenu par toute la Chambre, que c'étoit une infraction au privilège de cette Chambre de servir un *subpœna* à un membre de la Chambre, sachant qu'il est membre du parlement. En conséquence *Napper* qui avoit servi le *subpœna* fut commis.

La 39^e. année d'*Elizabeth*, Messieurs *Combs* et *Henry Powle*, membres de cette Chambre ayant reçu de la part de *Madame Anne Wye*, un *subpœna ad testificandum*, il fut ordonné au *Sergent* de la Chambre

*ibid.**ibid.*

Town. c. 1.
109.
Sir S. d'Ew.
546. col. 2.

bre d'amener la dite Anne devant cette Chambre pour rendre compte de cette offense.

id. 212,
213, 214.

La 43^e année d'Elizabeth, en 1601. Mr. Johnson et d'autres Membres ayant reçu un *subpœna ad testificandum*, il fut convenu, d'envoyer le Sergent pour arrêter tous ceux qui avoient procuré le dit *subpœna* afin de comparoitre et répondre au plutôt de leur offense.

id. 246.
Sir S. d'Ew.
Journ. 651.
col. 1.
id. 257.

La 44^e année d'Elizabeth, en 1601, on servit un *subpœna* à Sir Edmond Morgan un Membre de cette Chambre à la poursuite d'un nommé Lemney qui fut envoyé quérir par le Sergent; et comme Christopher Kennel qui l'avoit servi prétendoit cause d'ignorance, il ne fut condamné à rester sous la garde du Sergent que pendant trois jours et à lui payer ses honoraires.

ibid.
Sir S. d'Ew.
Journ. 656.
col. 1. 2.

Le même jugement fut rendu contre William Mackerles pour avoir servi un *Subpœna* à Mr. Pemberton un membre à la poursuite d'un certain Mackernefs.

Sir S. d'Ew.
Journ. 655.
col. 1. 2.

La 44^{me}. année d'Elizabeth en 1601. Thomas Dean, Domestique de Made. veuve Chamberlain servit à Mr. Philips un membre de la Chambre un sous feing privé émané de la cour des Gardes, la Chambre l'envoya chercher ainsi que son domestique par le Sergent.

Voyez

Voyez à ce sujet le Journal de Sir Simon d'Ewes 637. et *alibi passim*.

La 33^{me}. année d'Elizabeth, les Sheriffs de Londres furent mis à l'amende par les Communes et envoyés à la tour pour n'avoir pas rendu un bourgeois arrêté pour dette pendant que le Parlement siegçoit.

Scobel 92.

Le 6^{me}. Avril 1593, le Sergent de la mace qui arrêta Mr. Neal, un membre, sur une prise de corps, et Weblyn à la poursuite duquel il étoit arrêté furent amenés à la barre et tous deux envoyés prisonniers à la tour; et il fut ordonné au Sergent d'armes de la Chambre de les livrer au Lieutenant de la tour.

id. 92.
Voyez Sir
S. d'Ewe's
Journ. 619.

Le 13 May 1607. Nicolas Allen, avocat, et Palmer à la poursuite duquel Mr. Martin un membre avoit été déclaré contumace, furent envoyés chercher par le Sergent et amenés à la barre pour rendre compte de leur offense.

ibid.

Une contrainte par corps pour mépris ayant émané de la Chancellerie contre Mr. Bellingham un membre, la Chambre accorda le privilege et ordonna qu'il fut écrit à Mr. Evelyn un des six Greffiers pour arrêter la poursuite.

ibid.

En conséquence d'un writ adressé au Sheriff pour prélever vingt pounds d'amende sur Sir Robert Oxenbridge pour défaut de comparution, il fut ordonné

id. 98.

C c

que.

que si cette amende n'étoit pas déchargée avant la nuit, les délinquants seroient amenés à la barre le lendemain par le Sergent.

ibid.

Le 14. Mai, 1576. Sir Edward Montague un Membre de la Chambre fut informé de se trouver au plaidoyer d'un procès qui devoit se faire contre lui dans Londres, la Chambre lui accorda le privilège et la partie qui avoit donné la notice fut sommée de comparoître à la barre le lendemain.

id. 94.
Voyez Sir
S. d'ikwe's
Journ. 436.
col. 1. 2.

Le 21me. Février, 1588. ordonné, que
Sir ceux des membres de cette Chambre qui ont be-
soin du privilège (des writs de nisi prius leur
ayant été servis) déclarent leur cas à l'Orateur,
qui en conséquence adressera le Warrant de cette
Chambre à Monseigneur le Chancelier, pour
accorder des writs de superſedeas.

ibid.

Le 3. de Mars, dans la 18e. année de
Jacques I. d'après le rapport du Comité
nommé pour considérer le moyen d'ar-
rêter les poursuites contre les membres de
la Chambre, qui disoit qu'il paroïsoit par
plusieurs exemples que la coutume étoit,
sur des demandes et ordres de la Chambre de
faire écrire des lettres aux Juges d'assises pour
arrêter les procès contre les membres de la Cham-
bre; que ces lettres étoient entrées dans le jour-
nal et que c'étoit au Greffier à les écrire :
en conséquence il fut résolu que l'on
suivroit l'ancien usage d'écrire des lettres aux
Juges

Juges d'assises suivant les exemples qu'on en a-
voit.

id. 95.

Le 10. Juin, 1607. Sir Robert John-
son un Membre de cette Chambre de-
manda une lettre pour arrêter un procès
qu'il y avoit contre lui dans la Cour de
l'Echiquier, ce qui lui fut accordé comme
il le paroît par l'entrée faite le 13e. jour
de la lecture de la requête de Sir Robert
Brett contre ce privilège. Le privilège
accordé fut confirmé sur cette raison,
qu'un homme ne doit rien avoir qui puisse
le distraire de son service dans la Chambre.
La même chose eut lieu le 14. Février,
dans la 18e. année de Jacques I.

ibid.

On est si attaché au privilège de la
Chambre que l'on doute qu'un membre
de la Chambre puisse consentir d'être pour-
suivi pendant la Session, car le privilège
n'appartient pas tant aux personnes qu'à
la Chambre. C'est pourquoi quand quel-
qu'un est amené à la barre pour une of-
fense de cette nature, l'Orateur porte la
parole au nom de toute la Chambre com-
me étant une infraction du privilège de
la Chambre.

ibid.

Le 3. Juin 1607. Sir Thomas Holcroft
un Membre de la Chambre étant dans
le cas d'intenter un procès et étant pour-
suivi d'accord partie, demanda permis-
sion à la Chambre. Il s'éleva un doute
savoir si la Chambre pouvoit permettre l'in-
fraction

fraction du privilege ; et il fut resolu que la Chambre pouvoit donner permission.

id. 96.

Le 7. Mai, 1607, Sir Thomas Bigg, & Sir Thomas Love ayant été inculpés dans la Cour du Banc du Roi sur un attain, il fut ordonné, sur la demande qui en fut faite, qu'ils devoient avoir le privilege dans ce cas ; en conséquence le Sergent fut envoyé avec sa Mace pour notifier le plaisir de la Chambre au secondaire, Cour tenante.

ib. voyez
Sir S. d'Ewe's Journ
562. col. 2.

Le 22. Novembre, 1597. Sir John Tracy un membre de la Chambre étant à la barre des plaidoyers communs pour servir de juré fut aussitôt envoyé chercher par le Sergent d'armes avec sa Mace pour remplir son devoir à la Chambre.

Scobel 96.

En Avril, dans la 12e. année de Jacques I. Sir William Bampffield fut commis par le Lord Chancelier pour mépris, après le writ de sommation, mais avant l'élection. Ordonné sur la question qu'il aura son privilege par writ d'habeas corpus.

ibid.

La 1ere année de Jacques I. Sess. 2. il fut resolu à l'égard de Sir John Peyton duement rapporté chevalier de Cambridge, la dernière Session, et ensuite élu Shériff, qu'il rempliroit son devoir ici.

Herbert.
Henry 8.
539.

Le 28. Mars, 1542. pendant cette Session du parlement leurs anciens privileges furent enfreints par l'arrestation d'un de leurs bourgeois. Ce que le Roi ayant

ayant appris non seulement il leur procura le moyen de le libérer mais encore de punir les coupables : en sorte que les Sheriffs de Londres furent envoyés prisonniers à la Tour, un des coupables à un endroit nommé *little ease* et d'autres à *Newgate*.

Le 2e. Mars, 1592. d'après le rapport du Comité de privileges, qu'un certain Mr. Fitzherbert étoit duement rapporté bourgeois et auquel on objectoit parcequ'il étoit allé gué être contumace et dévenu pour cela. La Chambre ordonna que Mr. l'Orateur demanderoit au Lord Keeper un habeas corpus cum causa pour avoir le corps et la cause de Mr. Fitzherbert. Mais le Lord Keeper repondit qu'en égard aux anciennes libertés et privileges de la Chambre, la Chambre devoit envoyer chercher Mr. Fitzherbert par le Sergent d'Armes, à ses frais ; que par ce moyen il pourroit être amené sans risque d'être arrêté chemin faisant ; ce qui fut approuvé.

Scobel 112,
113.
Voyez Moor
fo. 340. n.
461 le cas
de Fitzherbert,
Sir S. d'Ewe's
Journ. 479.
480. 490.
col. 2.

La 1re. année de Jacques I. il fut fait une plainte le premier jour de la séance que Sir Thomas Shirley un Membre élu pour cette Chambre avoit été arrêté quatre jours avant la séance du parlement, il sortit un warrant adressé au Greffier de la Couronne pour un habeas corpus afin de l'amener devant la Chambre, étant prisonnier à Fleet, on envoya quérir sous garde le Sergent et son record, lesquels étant à la barre et avouant leur faute furent pardonnés pour cette fois. Le 17. Avril, la Chambre après avoir entendu à la barre l'Aloupus vocat

Scobel 104.
105. 106.
Voyez Pe-
ty's miscel.
part. 122.
123. 124.
125.

vocat de Sir Thomas Shirley et le gardien de la prison ordonna que Simfon qui avoit levé la prise de corps et le Sergent qui l'avait exécutée seroient envoyés à la Tour. Le 4. de Mai, il fut envoyé un *habeas corpus* au gardien de Fleet pour présenter Sir Thomas Shirley à la Chambre. Il refusa de s'y conformer, en conséquence le 7. de Mai, le Sergent fut le prendre et l'amena à la barre. Refusant encore d'amener le prisonnier, il fut émané un nouveau writ d'*habeas corpus* et le gardien fut commis au Sergent, avec injonction, *que si ce writ n'étoit pas exécuté, il seroit remis au Lieutenant de la Tour, comme prisonnier de la Chambre.* Le 8. du même mois le Sergent fut envoyé avec la mace à Fleet, Chambre tenante, pour demander le corps de Thomas Shirley. Refus en étant fait, il fut donné un Warrant au Sergent de remettre le Gardien de Fleet au Lieutenant de la Tour pour le confiner en prison. Le 11. de Mai, le gardien fut renvoyé chercher et mis à la barre. Refusant encore de remettre son prisonnier, il fut commis au *dongeon* ou à l'endroit appelé *little ease* de la Tour. Le 14. Mai, il fut ordonné qu'il seroit émané un warrant pour un nouveau writ d'*habeas corpus*; que le Sergent iroit avec le writ; que le warrant seroit apporté à la porte de la prison par le Lieutenant même auquel

auquel lieu le writ lui seroit remis et que le Sergent l'informerait de l'ordre de la Chambre touchant son exécution. Que pendant ce tems le gardien seroit commis au *dongeon* et ensuite reconduit là. Le 18. de Mai, le gardien délivra Sir Thomas Shirley et il ne fut point remis dans le *dongeon*. Le 19. du même mois étant à la porte il fut mis à la barre, où à genoux il avoua son erreur et sa présomption et dit qu'il étoit sincèrement fâché d'avoir offensé cette honorable Chambre. En conséquence de sa soumission l'Orateur par ordre de la Chambre prononça son pardon et sa décharge, en payant les honoraires ordinaires au Greffier et au Sergent.

Il fut filé dans la Chambre étoilée une information par le Comte d'Huntington contre Mr. Belgrave membre de la Chambre. Il fut entré un ordre comme étant l'Acte de la Chambre la 43^e. année d'Elizabeth, en 1601. *qu'il ne devoit pas être molesté de cette façon.*

Le 10. Février, dans la 4^e. année de Charles I. pendant que la Chambre débattoit, le Magasin de Mr. Rolls, (Marchand et membre de la Chambre siégeant alors en Parlement) fut fermé à la poursuite d'une personne, et lui même fut appelé d'un comité pour lui signifier un *subpœna*. Ce qui donna occasion à des débats vils dans

Sir S. d.
Ewe's Journ.
688. col. 1.

Russ, col.
653.
voyez Pe.
tyt's miscel.
part. p. 107

ib. 654.

dans la Chambre. L'Avocat Général écrivit ensuite une lettre, disant qu'il y avoit eu erreur en servant le subpoena et supplioit qu'on voulut bien y donner une interprétation favorable. Résolu que Mr. Rolls ait le privilège de la Chambre tant pour sa personne que pour ses biens.

Rush. col.
659.

Memorials
of the method of
proceedings in
parliament
97. voyez Sir
S. d'Ewe's
Jour. 85.
col. 1.

Le 16. Février, dans la 5e. année d'Elizabeth, Robert Parker, domestique de Sir William Woodhouse, Chevalier pour Norfolk, fut arrêté à Londres à la poursuite d'un certain Baker, pour une voie de fait, il lui fut accordé un warrant de privilège quoiqu'il fut condamné à quatre cent marcs.

Le 20. Février, dans la 18e. année d'Elizabeth, en 1575. d'après une question et une division de la Chambre, son accorda le privilège à Edward Smaley domestique d'Arthur Hall, Ecuyer, un des bourgeois pour Grantham, qui étoit arrêté sur une exécution.

Le 16. Décembre, dans la 44e. année d'Elizabeth, Anthony Curven, Domestique de William Huddleston, Ecuyer, un des Chevaliers pour Cumberland étant arrêté, en vertu d'un *capias ad satisfaciendum*, sorti des plaidoyers communs pour une dette de six pounds et quarante shillings de dommages et détenu en prison, il fut accordé un *superfedeas* et il fut libéré.

La

La Chambre ordonna que l'Officier qui l'avoit arrêté fut déchargé en payant les frais et que Mathews les payeroit ainsi que les siens et resteroit trois jours sous la garde du Sergent pour l'avoir fait arrêter.

Towns col.
386. voyez
Sir S. d'Ewe's
Jour. 682.
col. 1. 686.

Le 11. Mai, dans la 19e. année de Jacques I. le sous Sheriff de Middlesex fut appelé à la barre, pour avoir fait arrêter Alexander Melling, domestique du Chancelier du Duché. Il dit qu'il ignoroit qu'il fut son domestique. Mr. l'Orateur l'informa que la Chambre lui avoit accordé le privilège et en conséquence lui ordonna de l'élargir.

Memorials
8c. p. 98.

La 1re. année de Jacques I. dans la 2e. Session, Sir Edward Sandys informa la Chambre que Sir Robert Leigh Juge à paix, avoit enfreint le privilège en emprisonnant son cocher à Newgate. On envoya quérir Sir Robert Leigh par le Sergent et on donna un *habeas corpus* pour le prisonnier. Sir Robert Leigh étant amené à la barre, reconnu sa faute et fut déchargé ainsi que le prisonnier.

ibid.

Le 3. de Mars, 1606. Valentine Syre, domestique et porteur du sac du Greffier de la Chambre étant arrêté pour dette fut élargi par l'ordre et le jugement de la Chambre.

ibid.

Le 7. de Septembre, 1601. Woodal, domestique de William Cook, Ecuyer, membre

ib. 99.

Voyez towns
col. 196
206, 210.
voyez Sir S.
d'Erwe's
Journ. 629.
col. 1.

membre de la Chambre étant arrêté et détenu dans la prison de *Newgate*, on envoya immédiatement le Sergent d'Armes à *Newgate* pour l'amener, Chambre tenante; étant mis à la barre avec le Geolier, il fut délivré du Geolier et de la prison.

Memorials
99.

Le 1er. de Juillet, 1607. on envoya quérir et on mit à la barre *John Pasmore* appartenant au *Marshal*, pour avoir arrêté *John Jessop*, battellier au service de Sir *Henry Nevil*, Membre de la Chambre. Il dit qu'il n'avoit sçu qu'après qu'il étoit au service de Sir *Henry*; malgré cela il prit sa promesse qu'il répondroit à l'action. la Chambre jugea à propos de le commettre au Sergent jusqu'à nouvel ordre de la Chambre et qu'il eut remis la promesse et payé les frais.

ibid.
id. 110.

Le 17. Juin, 1609, d'après le rapport du comité des privilèges qu'un domestique de Sir *Robert Wroth*, avoit été arrêté huit jours avant cette Session, on envoya le Sergent chercher le prisonnier ainsi que l'huissier qui avoit exécuté la prise de corps, un nommé *King* son record, et *Fisher* à la poursuite duquel il avoit été arrêté.

Le 4. Juin, dans la 19e. année de *Jacques I. Johnson*, domestique de Sir *James Whitlock*, membre de la Chambre fut arrêté pour dette par *Moor & Lock*.

Leur

Leur ayant été dit que Sir *James Whitlock* étoit Membre du Parlement, *Fulk*, un des poursuivants dit qu'il avoit connu des domestiques de plus grands hommes que Sir *James Whitlock*, arrêtés sur les talons de leurs maîtres en parlement. Ceci étant prouvé *Lock & Moor* furent appelés à la barre et furent condamnés premièrement, à demander pardon à genoux à la barre tant à la Chambre qu'à Sir *James Whitlock*. Secondement, à être menés nus jusqu'à la ceinture sur un Cheval, dos à dos, depuis *Westminster* jusqu'à la bourse, avec des papiers sur leurs estomacs contenant cette inscription, pour avoir arrêté le domestique d'un membre de la Chambre des Communes du Parlement. Et que le tout fut immédiatement exécuté, *sedente curia*. Ils reçurent ce jugement à genoux par l'organe de Mr. l'Orateur.

Petyt's
Mile. par.
118.

Le 28. Avril, dans la 22e année de *Jacques I.* il fut ordonné que l'Orateur émaneroit un warrant pour un writ de privilège pour amener *Andrew Bates*, domestique de Mr. *Richard Godfrey* de la Chambre, détenu par le Sheriff de *Kent* à la poursuite d'un nommé *Hunt*.

Memorials,
100.

Ce privilège a lieu en vertu de l'élection et même avant que le rapport soit fait comme il paroît par le cas suivant:

Le 19. de Novembre, 1601. d'après information

5181

ib. 107,
108.

Voyez Sir
S. d'Ewe's
Journ. 642.
col. 2. 643.
col. 1.
Petyt's mis.
parl. p. 119.

information donnée à la Chambre qu'un certain *Roger Boston*, domestique de *Lanclon* Baron de *Walton* (que l'on affirmoit être élu Bourgeois du bourg de *Newton* dans *Lancashire* mais dont le rapport n'étoit pas encore fait par le Greffier de la Couronne) avoit été arrêté, pendant cette Session du Parlement, dans *Londres* à la poursuite d'un nommé *Muscle*; on envoya chercher par le Sergent le dit *Muscle* avec l'Officier qui avoit exécuté la contrainte par corps, ils furent mis à la barre, et Mr. l'Orateur les accusa au nom de toute la Chambre de la faute qu'ils avoient commise. Après les avoir entendus, le privilege fut accordé à *Boston*, en conséquence il fut déchargé de la prise de corps et de la prison, et les coupables commis au Sergent pour trois jours et condamnés à payer à *Boston* les dommages que Mr. l'Orateur constateroit et les dépens.

Memora.
p. 108. 109.
Sir S. d'Ewe.
Journ. 410.
col. 1. 414.
col. 2.

Le 6. de Mars, 1586, ce jour *William White* fut mis à la barre pour avoir arrêté Mr. *Martin* un membre de la Chambre, et il répondit que l'arrestation avoit eu lieu quatorze jours environ avant l'ouverture du Parlement. Là dessus la Chambre nomma un comité pour chercher des cas semblables. Et le 11 du même mois, le comité fit rapport que Mr. *Martin*, un Membre de la Chambre avoit été ar-

resté

rété

rété d'après une procédure ordinaire par *White*, plus de vingt jours avant l'ouverture du Parlement, tenu par prorogation (méprise pour ajournement) comme la Chambre étoit divisée d'opinion à cet égard, Mr. l'Orateur avec le consentement de la Chambre, afin de connoître plus promptement et plus certainement le jugement de la Chambre dans cette affaire, mit les questions suivantes à la Chambre, savoir :

Premierement. Si on fixeroit un tems certain ou raisonnable à chaque Membre de la Chambre pour son privilege. La Chambre répondit, un tems convenable.

Secondement, Si Mr. *Martin* a été arrêté durant ce tems raisonnable. La Chambre répondit, oui.

Troisièmement, Si *White* seroit puni pour avoir arrêté *Martin*. La Chambre répondit, non, parce que l'arrestation avoit eu lieu vingt-jours avant l'ouverture du parlement et qu'il ignoroit quel tems seroit estimé raisonnable. Mais la principale raison pour laquelle Mr. *Martin* eut le privilege, fut parce que *White* la dernière Session (méprise pour l'assemblée) du parlement ayant arrêté Mr. *Martin*, l'avoit libéré aussitôt qu'il avoit. seu qu'il étoit rapporté bourgeois de cette Chambre.

Quelque tems après Mr. *Martin* étant revenu

revenu de son endroit à Londres pour servir dans la Chambre, fut arrêté de nouveau par Mr. *White*. La Chambre prit de mauvaïse part cette seconde arrestation, en conséquence ordonna que *Martin* seroit élargi de la prison de *Fleet* par le dit Mr. *White*.

ib. 102. Le 12me Mars 1606. Mr. *James Bourgeois* du Parlement porta plainte que son cheval qui étoit à une auberge avoit été pris par le domestique du maître de poste, on envoya quérir le maître de Poste et son domestique et ils furent mis à la barre, *Moreton* le Maître de poste, paroissant ignorer ce que son domestique avoit fait et le défavouant, fut déchargé par ordre de la Chambre, mais sur l'affirmation d'un témoin qu'il avoit informé le domestique, comme il prenoit le cheval, qu'il appartenoit à un membre de la Chambre, le domestique fut commis.

Memorials.
P. 101, 102.

En Decembre 1606. *Thomas Finch* au service de Sir *Nicholas Sandys* un des Bourgeois pour *Quinborough* fut arrêté pendant l'ajournement; ce que ayant été regardé comme une offence grave contre le privilege de la Chambre, il fut accordé un *habeas corpus* pour l'amener devant la Chambre; il fut en conséquence amené ainsi que *Knight* qui avoit obtenu la prise de corps et *Harrison* le Record. L'excuse fut, que *Finch* étoit un Avocat, Sir

Sir

Sir *Nicholas Sandys* avoua que *Finch* demouroit chez lui, plaidoit ses causes et recevoit des gages de lui; mais comme on insistoit que les domestiques et serveurs nécessaires étoient privilégiés, et que l'on citoit les exemples de l'Avocat du Baron de *Walton* et de celui d'*Huddleston* du regne de la Reine *Elizabeth*, la question mise, *Finch* fut privilégié et libéré d'après ces anciens exemples.

Durant l'ajournement il fut institué un procès dans la Cour des Gardes contre *Nicholas Pots* ecuyer, et *François Wethered* gentilhomme, membres du Comité d'une Garde qui concernoit Mr. *Nicholas Davys* au service de l'Orateur d'alors, comme Syndic de la Garde, l'Orateur écrivit une lettre à la cour pour l'informer qu'il étoit un de ses écrivains et de ses plus proches Serveurs et que le privilege étoit actuellement aussi certain que pendant la Séance du Parlement à quoi il engageoit la cour de faire attention.

Durant un autre ajournement en Mars suivant, Mr. l'Orateur fondé sur l'ordre général, écrivit une lettre, à la sollicitation de Sir *Edmund Ludlow*, qui étoit sommé de se trouver pour exécuter une commission émanée de la Chancellerie, aux commissaires pour le dispenser de sa présence et que son absence ne lui fut pas préjudiciable.

En

ibid.

En May 1607. pendant un ajournement l'Orateur adressa une lettre au Président et au Conseil à York pour arrêter les progrès d'un procès qu'il y avoit contre *Talbot Bowes* un membre de la Chambre.

ib. 113.

Le 29e. Février, 1575, sur une plainte portée contre un nommé *Williams*, d'avoir assailli un Bourgeois de la Chambre, on l'envoya chercher par le *Sergent*, il fut mis à la barre et condamné à rester sous la garde du *Sergent*.

ibid.

Le 23e. d'Avril dans la 1re. année de *Marie*, on envoya quérir un nommé *Monington* pour avoir frappé *William Johnson* un Bourgeois et sur sa confession il fut emprisonné à la tour.

ibid.
Townf. col.
1.
Voyez Sir S.
d'Ewe's
Journ. 658.
col. 1.

Le 28me. Novembre, 1601, sur une plainte portée par Mr. *Fleetwood* un membre de Chambre, qu'un certain *Holland* écrivain et un nommé *Brook* son domestique, avoient battu et maltraité son propre domestique en sa presence; on les envoya chercher tous deux par le *Sergent*, étant à la barre ils furent condamnés pour cette offense à rester cinq jours sous la garde du *Sergent* et à payer doubles dépens.

Memorials.
114.

Le 12e. Février dans la 18e. année de *Jacques I.* Mr. *Lovel* un membre de la Chambre l'informa, qu'un nommé *Darryel* l'avoit menacé, à l'occasion d'un discours qu'il avoit tenu dans la Chambre, qu'il seroit envoyé à la

la tour pendant le Parlement, ou peu de temps après. On envoya chercher *Darryel* par le *Sergent* pour répondre à la Chambre de ce propos; et sur due preuve il fut commis à la garde du *Sergent* jusqu'au Jeudi suivant pour reconnoître alors sa faute, ou être envoyé à la tour.

Le 16e. Juin 1604 sur une plainte portée contre un certain *Thomas Rogers* corroyeur demeurant dans *Coleman Street* pour injures grossières et scandaleuses contre Sir *John Savill* à l'égard de ses procédés dans un Comité sur le Bill des *tanneurs*, &c. on l'envoya quérir par le *Sergent* d'armes pour répondre de cette offense à la barre.

La 1re. année de *Charles I.* le Shériff du Comté de *Buckingham* fut élu Chevalier pour le Comté de *Norfolk* et le rapport en fut fait en Chancellerie. On lui servit un *subpœna* de la part de *Madame C. pendente parlamento* et sur une application, toute la Chambre des Communes lui accorda le privilege.

La 43e. année d'*Elizabeth*, en 1601, ce jour un page que Sir *Francis Hastings* avoit fait commettre pour avoir voulu le pousser pendant qu'il descendoit les escaliers fut amené à la barre. Mais à la recommandation de Sir *Francis Hastings* qui parla beaucoup en sa faveur et en raison

Townf. col.
195.
Voyez Sir S.
d'Ewe. Journ.
629. col. 1.

D d des

des excuses que fit le *Page* à genoux à la barre il fut déchargé.

Townf. col. 229. Voyez Sir S. d'Ew. Journ. 648. col. 2.
La 44^e. année d'*Elizabeth*, 1601. le domestique de Mr. *William Morris*, bourgeois pour *Beaumaris* étant en route pour *Londres* fut arrêté à *Shewsbury*. Ordonné, que l'on envoie quérir le Bailif, celui qui avoit obtenu la prise de corps, et le *Sergent*.

Townf. col. 225. 226.
La 44^e. année d'*Elizabeth*, en 1601. l'Avocat d'un nommé *Lancton* bourgeois pour *Newton* dans *Lancashire* fut arrêté à la poursuite de *Murket*, Tailleur, et emprisonné au *Compter*. La Chambre décida que *Murket* et le *Sergent* payeroient tous deux les frais et dommages de l'avocat, et feroient détenus sous la garde du *Sergent* pendant trois jours et qu'ils payeroient les honoraires du *Sergent* de la Chambre.

Ruff. col. 663.
Le parlement n'accordera point de privilège à aucun membre *contra morem Parliamentarium* au-delà des bornes et limites de sa place et de son devoir. Tous convinrent, qu'il ne peut pas légalement être contraint hors du Parlement de répondre pour les choses faites en parlement d'après le cours parlementaire; mais il n'en est pas ainsi pour les choses exhortantes, car ce ne sont pas les actes de la Cour.

a. Nalson 450.
Le privilège ne s'accorde pas pour infraction de la paix entre individus, bien moins

moins encore quand elle concerne la paix du Royaume.

On n'est point admis à invoquer le privilège contre un *indictment* pour quelque chose fait hors le parlement, parce que tous les *Indictments* sont *contra pacem domini regis*. ibid.

Le privilège du Parlement s'accorde pour le service du bien public et jamais à son détriment. ibid.

Tout le privilège du parlement consiste dans le pouvoir du parlement, il restreint les procédés des autres cours inférieures mais non pas ceux du Parlement. ibid.

La 16^{me}. année de *Charles I.* résolu, que c'étoit une violation du privilège de la Chambre dans les *Lords* de proposer et de déclarer un objet d'impôt, avant que la Chambre des Communes s'en soit occupée. Ruff. 2 vol. 2 part. 1147

En Décembre, 1641. il fut résolu, que de mettre des gardes aux environs de cette Chambre, sans son consentement, étoit une violation de son privilège; et qu'en conséquence elles devoient être renvoyées. a. Nalson 729.

Résolu sur une question, *nemine contradicente*, que les privilèges du parlement ont été enfreints par sa Majesté en prenant intérêt à un bill pour supprimer des soldats, dont il s'agissoit entre les deux Chambres et sur lequel on n'étoit pas d'accord. id. 743.

Résolu sur une question, *nemine contradicente*, que sa Majesté en proposant une li- ibid.
D d 2 mitation

mitation et une clause provisionnelle à ajouter au dit bill, avant qu'il lui fut présenté du consentement des deux Chambres, avoit violé le privilège du Parlement;

ibid.

Resolu sur une question, *nemine contradicente*, que sa Majesté en exprimant son mécontentement contre quelques personnes pour des objets proposés en parlement, pendant le débat et la préparation de ce bill, avoit violé le privilège du parlement.

ibid.

Comme sa Majesté est venue en personne le 4. de janvier, 1641. dans la Chambre des Communes avec un grand nombre d'hommes armés en guerre, d'habibardes, de fabres et de pistolets, lesquels sont venus jusqu'à la porte de la Chambre où ils ont pris postes ainsi que dans les autres endroits et passages près de la Chambre, au grand étonnement et trouble des membres qui y siégeoient alors conformément à leurs devoirs, et qui y traitoient paisiblement et régulièrement les affaires importantes des deux Royaumes d'Angleterre et d'Irlande; et comme sa dite Majesté s'est mise dans la Chair de l'Orateur et a demandé qu'on lui remit plusieurs membres de la Chambre; en conséquence la Chambre des Communes déclara, que c'étoit une violation manifeste des droits et privilèges du parlement et inconsistant avec ses franchises et liberté; c'est pourquoi la Chambre conçoit qu'elle ne peut y siéger plus longtems avec sûreté personnelle

ou

ou indemnité des droits et privilèges du Parlement, sans une pleine et entière justification d'une si manifeste violation du privilège et sans une garde suffisante sur laquelle ils pussent se reposer.

Les Lords ne peuvent point procéder contre un membre des Communes que
Sleden's Jud. P. 84.
sur la plainte des Communes.

Remarquez, à l'égard de l'exemption des procès et arrestations, qu'il fut passé un acte dans le parlement la 12e. et 13e. année de Guillaume III. intitulé, *Acte pour prévenir les inconvénients qui peuvent arriver à l'occasion du privilège du Parlement, lequel ordonne.* St. 12 & 13. Guillaume III.

Section 1re. Que qui que ce soit peut poursuivre un Pair du Royaume, ou un Lord du Parlement, ou un Chevalier, Citoyen et Bourgeois de la Chambre des Communes, ainsi que leurs domestiques, ou autres personnes à leur service qui ont droit au privilège du parlement, dans toutes les cours de records à Westminster ou dans la grande Cour de la Chancellerie, dans celle de l'Echiquier, ainsi que dans celle du Duché de Lancaster et de l'Amirauté; et pour toutes les causes matrimoniales et testamentaires, dans la cour des Arches, les cours des prérogatives de Canterbury et d'York et les Delegates et dans toutes les cours d'appel, depuis et après la dissolution ou prorogation d'un parlement

parlement, jusqu'à l'ouverture d'un nouveau parlement ou que le même soit rassemblée, et depuis et après un *ajournement des deux Chambres pour plus de quatorze jours jusqu'à ce que les deux Chambres se rassemblent* ; et que les dites cours après la dite dissolution, prorogation ou ajournement pourront respectivement procéder à prononcer jugement et donner finalement des ordres, décrets et sentences et les faire exécuter nonobstant aucun privilège de parlement au contraire.

La Section 2e. pourvoit à ce qu'aucun Chevalier, citoyen ou bourgeois ou toute autre personne privilégiée du parlement ne soit arrêté pendant le tems du privilège, accordant cependant la liberté, à quiconque a droit d'action ou de plainte contre un Pair du Royaume ou un Lord du Parlement après la dissolution, prorogation ou ajournement comme dit est, ou (et) avant une Session de parlement ou rassemblement des deux Chambres comme il est dit ci-dessus, d'obtenir des *cours du Banc du Roi, des plaidoyers communs* et de l'*Echiquier* les mêmes ordres contre le dit Pair ou Lord du Parlement qu'il auroit pu avoir contre lui hors le tems du privilège. Et si quelq'un a droit d'action contre quelque Chevalier, citoyen ou bourgeois ou autre personne privilégiée

priviliégée après les dites dissolution, prorogation ou ajournement ou avant les dites sessions ou assemblées des deux Chambres comme ci-dessus, il pourra poursuivre le dit Chevalier, citoyen, bourgeois, ou toute autre privilégié dans les dites Cours du *banc du Roi, des Plaidoyers communs* ou de l'*Echiquier*, par bill originaire et sommation, contrainte et saisie sans fin, décernés des dites cours, lesquelles sont respectivement autorisées de les émaner contr'eux, jusqu'à ce qu'ils comparoissent ou donnent cautions, conformément à la pratique de chacune des dites cours. Et que quiconque a droit d'action ou de plainte, peut dans le tems susdit exhiber sa plainte par bill contre un Pair du Royaume ou un Lord du Parlement, ou contre un Chevalier, citoyen ou bourgeois, ou contre tout autre privilégié dans la *Chancellerie, l'Echiquier* ou la *Cour Ducale* et procéder par *lettre ou subpoena*, comme à l'ordinaire, et en laissant copie du dit bill au défendeur ou à son domicile ou logis, ou à sa dernière demeure, on pourra procéder sur icelui ; et pour défaut de comparution ou de défense, ou pour manque d'accomplissement des ordres ou décrets ou pour infraction d'iceux, on pourra sequestrer les biens, meubles ou immeubles de la partie, comme il est d'usage et de pratique

tique, lorsque le défendeur est un Pair du Royaume, mais on ne pourra ni arrêter ni emprisonner aucun Chevalier, citoyen ou bourgeois, ni aucun autre privilégié pendant la durée du privilege du Parlement.

Section 3me. Que quand quel'un, en raison du privilege du parlement, est arrêté ou empêché de pourl suivre un procès qu'il a commencé, on ne pourra pas lui objecter la prescription, ni être renvoyé ou débouté faute de diligence, mais il lui sera loisible de tems à autre, lorsque le parlement leve, de procéder à jugement et exécution.

Secl. 4e. Qu'aucune action, instance, procès, ordre, jugement, décrêt, ou procédures en loi ou en équité contre un débiteur originaire et immédiate du Roi, pour recouvrement ou paiement d'une dette ou droit, originairement et immédiatement due ou payable à sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, ou contre quelque comptable ou personne responsable ou obligée de rendre compte à sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, pour quelque partie ou branche de leurs revenus, ou pour autre dette ou devoir originaire et immédiate, ou qu'aucune exécution des dits procès, ordre, jugement, décrêt ou procédures, ne seront empêchés, suspendus, ou retardés sous l'ombre et

et prétention du parlement. Pourvu que le débiteur, ou le comptable, ou la personne responsable ou obligé de rendre compte, si c'est un Pair du Royaume ou un Lord du Parlement, ne sera pas sujet à être arrêté ou emprisonné par ou en conséquence d'aucun des susdits procès, instance, ordre, jugement, &c. ou si c'est un Membre de la Chambre du Parlement, qu'il ne pourra, pendant la durée du privilege du Parlement, être arrêté ou emprisonné par ou en vertu d'aucun des dits ordre, jugement, décrêt, procès ou procédures.

Secl. 5e. Pourvu que le présent acte, ou aucune chose y contenue, ne sera pas entendu donner à aucune cour de juridiction civile plus de juridiction, de pouvoir, ou d'autorité qu'elle n'en avoit avant la passation du présent acte.

Jeudi le 13e. Février, 1700, resolu, ^{Bohuns col.} qu'un membre n'a pas de privilege dans p. 27. aucun cas, où il est simplement agent.

Resolu, *nemine contradicente*, qu'aucun Pair du Royaume n'a le droit de voter à l'élection d'un Membre pour servir en Parlement.

Déclaré comme règle permanente par la Chambre, qu'aucun membre ne pourra avoir le privilege contre un individu, excepté par rapport à sa personne, dans aucun procès ou procédure en loi ou en équité ^{ibid.}

équité, que pendant le tems que la Chambre siégera pour expérier les affaires en parlement.

ibid 330.

Mardi le 28^e. Novembre, 1699, resolu, qu'aucun membre de cette Chambre, agissant comme officier public, n'a le privilége du parlement, pour ce qui regarde aucune chose faite dans l'exercice de son office.

APPENDIX.

Rapport d'un cas arrivé en Parlement la première année du regne de Jacques I. entre Sir Francis Goodwyn et Sir John Fortescue, pour la place en Parlement comme Chevalier pour le Comté de Bucks.

Dans le cas actuel après que Sir Francis Goodwyn, fut élu avec un certain Sir William Fleetwood, Chevalier pour ce Comté; et quoique son élection eut été faite librement dans le Comté, après le refus de Sir John Fortescue contre le gré des personnes du premier rang qui le soutenoient, cependant le dit Sir John Fortescue se plaignit au Roi et au Conseil, dont il étoit Membre comme Conseiller privé, qu'il avoit été maltraité dans cette élection; ce qui étoit évidemment faux. Mais pour exclure Sir Francis Goodwyn du Parlement, on alléguoit qu'il étoit contumace pour dette *outlawed in debt*,

cc

ce qui étoit vrai; car la 31^{me} année d'Elizabeth il fut condamné par défaut à soixante *Pounds* à la poursuite d'un nommé *Johnston*. Et la 39^{me} année du même regne à une autre somme de seize *Pounds* en faveur d'un nommé *Hacker*, lesquelles sommes il avoit payé; et malgré tout, le Roi de l'avis de son Conseil et de ses juges prit connoissance de ces contumaces et adressa un autre *Writ* au Sheriff du dit Comté pour élire un autre Chevalier à la place du dit Sir Francis Goodwyn qui se trouvoit daté avant le retour de l'ancien.

Ce *Writ* fait mention que comme le dit Francis Goodwyn étoit contumace, *pro ut domino regi constabat de recordo*, et pour d'autres bonnes considérations bien connues de sa Majesté, et comme il étoit inepte pour les affaires du Parlement, en conséquence le Roi ordonnoit au Sheriff de choisir un autre Chevalier à sa place; ce qui fut fait et Sir John Fortescue fut élu.

Et le dernier jour pour faire rapport, c'est à dire le premier jour du Parlement, on fit rapport des deux *writs*; au premier étoit joint une *Indenture* scellée entre le Sheriff et les francs tenanciers de *Bucks*, qui constatoit que Sir Francis Goodwyn et Sir William Fleetwood étoient élus Chevaliers pour le Parlement; le Sheriff faisoit

N. B. le roi prend sur lui de juger et de déterminer les qualifications des membres du parli. Sed quis Jure?